

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito p.2 : International : Uruguay, Belgique, Turquie, Iran p.3 à 5 : Place au débat : Etats-Unis, France, Europe p. 5 à 6 : Brèves sociales / Avez-vous remarqué ? p. 6 à 7: Actu sociale : privatisation de la RATP p. 7 : Les bras m'en tombent : Au nom de qui parle Lucie Castets ? p. 8 : Coup de gueule : Le « retraités-bashing » ça suffit !

EDITO

80 ans après la capitulation allemande la guerre fait toujours rage dans le monde. On pense bien sûr à ce qui se passe en Ukraine ou à Gaza mais c'est aussi le cas en Afrique même si les médias en parlent peu. L'Inde et le Pakistan se sont brièvement affrontés faisant plusieurs morts civiles et militaires des deux côtés de la frontière. Donald Trump proclame à longueur de temps qu'il veut la paix mais force est de constater que ses proclamations ne se sont pas traduites dans les faits. Pire même son soutien sans faille à Nethanyahou conduit ce dernier à vouloir faire de la bande de Gaza un champs de ruines d'où les Palestiniens pourraient être chassés. Côté ukrainien rien ne permet de croire ne serait-ce qu'à un cessez-le-feu durable à défaut d'une paix aujourd'hui impossible tant les souhaits des uns et des autres paraissent inconciliables. Cette situation conduit les états européens à subir des pressions toujours plus fortes pour augmenter leurs budgets militaires même si cela doit se traduire par des coupes dans les budgets sociaux. En France Emmanuel Macron et François Bayrou rivalisent d'idées pour faire payer aux plus pauvres notamment les chômeurs et le retraités ce réarmement qu'ils présentent comme inéluctable au même titre que la limite du déficit à 3% du PIB. Dans ce contexte on aurait aimé que des personnalités comme Lucie Castets ou des syndicats comme la CFDT ne mêlent pas leurs voix aux libéraux qui réclament la suppression de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités alors

même que beaucoup d'entre eux – les femmes notamment - ont du mal à survivre même si certains devenus propriétaires s'en sortent mieux que d'autres. On voit même ressurgir l'idée d'une TVA sociale qui aurait pour conséquence d'amputer un peu plus le pouvoir d'achat des salariés alors que dans le même temps les plus riches et les actionnaires continuent à s'enrichir sans vergogne. Emmanuel Macron continue à faire comme s'il était toujours le maître des horloges. Que retenir de ses 3 heures d'émission sur TF1 ? Rien sinon qu'il est toujours opposé à un référendum sur les retraites ou à une nationalisation d'Arcelor-Mittal malgré les milliards donnés à cette entreprise et les suppressions d'emplois qui s'enchaînent année après année. Comment croire à ces consultations citoyennes (référendums ?) qui pourraient porter sur plusieurs sujets en même temps ? Bonjour la confusion si cela était vraiment mis en place d'autant que même à l'intérieur du gouvernement de fortes divergences se font jour. Et puis comment imaginer que Macron à l'instar du Général de Gaulle accepterait de mettre en jeu son maintien au pouvoir en cas d'échec de la consultation ?

Cela ne doit pas nous empêcher nous militants syndicalistes, associatifs, politiques actifs ou retraités de construire inlassablement un rapport de forces qui finira bien par tourner en notre faveur demain ou après-demain.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

PEPE MUJICA EST MORT. L'ancien président de l'Uruguay, José Mujica, est décédé ce mardi 13 mai. À la fin des années 1960, « Pepe » s'engageait aux côtés d'activistes sociaux et anarchistes, avant de diriger la guérilla urbaine des Tupamaros. Arrêté en 1971, il est ensuite fait prisonnier-otage de la junte militaire uruguayenne jusqu'à sa chute en 1985 — il sera enfermé deux ans et demi au fond d'un puits. Au pouvoir entre 2010 et 2015, Mujica était un président « atypique », comme l'écrivait Johann Hari dans nos colonnes en 2014. « *Après son élection, en novembre 2009, il a dédaigné les dorures du palais présidentiel pour rester dans la petite maison au toit de tôle qu'il occupe dans un quartier populaire de Montevideo. Il reverse 87 % de son salaire de chef d'État à des organismes d'aide au logement social et prend volontiers le bus pour se rendre à ses rendez-vous.* ». (extrait du « Monde diplomatique »)

Pepe Mujica a consacré sa vie à lutter pour les droits des plus défavorisés. RéSo s'associe à la tristesse et à l'hommage du peuple uruguayen.

BELGIQUE : Travailleurs des secteurs public et privé ont participé le 1^{er} avril à une grève nationale

Plusieurs grands syndicats ont organisé un important mouvement de grève pour protester contre les coupes budgétaires annoncées par le gouvernement de coalition réunissant sous l'égide du nationaliste flamand Bart de Wever, socialistes, chrétiens-démocrates, libéraux et nationalistes flamands. Les réformes et les coupes budgétaires qui les accompagnent auraient un impact sur les retraites, les allocations de chômage, les services publics et le marché du travail.

Le trafic aérien, les services et les transports publics ont été très perturbés.

En Flandre, moins de la moitié des bus et tramways prévus fonctionnent. Le service ferroviaire national n'a assuré que le service minimum exigé par la loi, avec moins de la moitié des trains en circulation.

TURQUIE : LIBERTE pour Pinar SELEK : L'universitaire, soutenue par de nombreuses personnalités, a été arrêtée en 1998, torturée en vain afin qu'elle livre l'identité des enquêtés qu'elle avait interviewés dans le cadre de ses recherches. Puis on lui a imputé un sinistre attentat dont il est de notoriété publique qu'il s'agissait d'un accident. Contrainte par la réalité des faits, la justice l'a acquittée à 4 fois en 2006, 2008, 2011 et 2014. Mais elle continue de la poursuivre. En Turquie, le climat est des plus inquiétants. Depuis l'arrestation du maire d'Istanbul le pays connaît une vague de détentions arbitraires afin de museler quiconque manifeste contre Erdogan. L'audience qui s'est déroulée vendredi 25 avril, statuant sur le sort de la sociologue et écrivaine exilée en France depuis 2009, a une énième fois ajourné sa décision au 21 octobre. Bien que harassée par cette injustice, Pinar Selek poursuit son combat. Elle subit ce calvaire depuis 27 ans. Les juges lui reprochent de ne pas venir assister à son audience, elle qui sait pertinemment que fouler le sol turc lui vaudrait de longues années dans les geôles turques.

En France, une centaine de personnes se sont rassemblées vendredi 25 avril à Paris, pour lui renouveler leur soutien. Présente à leur côté, Pinar Selek a déclaré « *C'est très épuisant pour moi. Mais nous allons continuer ensemble. Ce n'est pas mon procès, c'est notre procès. La torture vécue par le passé, je l'ai encore imprimée en moi. Le travail de sociologie que j'ai effectué aux côtés des Kurdes avant mon arrestation, je souhaite enfin le concrétiser* ». Son livre devrait sortir dans les mois à venir.

IRAN : « COLÈRE. DÉGOÛT. HONTE » par Kamel Bencheikh

Le régime iranien a assassiné en silence Hamid Hoseinnezhad Heidarlanlou, prisonnier politique kurde, père de trois enfants, accusé sur la base de mensonges grossiers et exécuté dans le secret de l'aube, à la prison d'Urmia. Torturé. Privé d'avocat. Jugé en quelques minutes par un tribunal de pacotille. Condamné à mort sans preuve. Son seul crime ? Être kurde, libre et debout. Même son passeport prouve qu'il n'était pas en Iran au moment des faits qui lui sont reprochés. Qu'importe : le régime a préféré les aveux extorqués sous la torture à la vérité. Jusqu'à la dernière seconde, il a crié son innocence. Il a transmis des preuves à sa famille. Il voulait parler. Alors on l'a tué. Le régime des mollahs est un État criminel. Il fabrique des coupables, torture des innocents, exécute des résistants.

Silence, mensonge, barbarie : voilà la justice en République islamique d'Iran.

IRAN : Un tribunal iranien a condamné en appel le rappeur iranien Amir Tatalou à la peine capitale, alors qu'il avait été condamné à 5 ans d'emprisonnement en première instance. Le procureur avait fait appel. Il a, cette fois, après avoir été reconnu coupable de « *blasphème* », été condamné à mort pour « *insulte au prophète* ». Le jugement peut faire l'objet d'un nouvel appel. Il s'était installé à Istanbul en 2018 après n'avoir pas obtenu de licence d'activité musicale des autorités iraniennes. En décembre 2024 l'artiste avait été remis à l'Iran par la Turquie sur l'ordre d'un tribunal révolutionnaire de Téhéran.

PLACE AU DÉBAT

ETATS-UNIS - FRANCE – EUROPE

Par Jean-Claude CHAILLEY

On est en crise systémique du capitalisme, avec ses crises aiguës et ses rémissions. Crise de la mondialisation, crise de la financiarisation. Il y a une soixantaine de guerres dans le monde, avec le plus souvent le pétrole, les matières premières, les terres rares, en arrière-plan.

100 000 milliards de capitaux – plus de 30 fois le PIB de la France- à la recherche de placements juteux exercent **une pression gigantesque contre les conquies sociaux dans le monde entier.**

Même les Etats-Unis malgré leur puissance économique, militaire, le « privilège exorbitant du dollar », l'extra territorialité de leurs lois, qui leur permettent de taxer le monde entier, n'y échappent pas : **ce sont les marchés qui ont obligé Trump à reculer sur les droits de douane lorsqu'il a donné un délai de 90 jours : la réaction des « marchés », la montée brutale des taux d'intérêt, risquait d'enclencher une crise financière et économique mondiale dans les prochaines heures.**

La bulle financière est une gigantesque menace pour le monde entier et Trump multiplie les mesures de dérégulation, les grandes banques, les grands spéculateurs, ayant la garantie que comme ils sont « too big to fail » (trop gros pour faire faillite), ils seront renfloués par l'argent public.

Vers l'économie de guerre...et la guerre ?

Comme souvent dans ces circonstances la concurrence devient guerre économique, voire la guerre.

La montée des budgets défense à la demande des Etats Unis et de l'OTAN.

2014, Obama président : les 28 Etats membres du sommet de l'OTAN se sont engagés à consacrer au moins 2 % de leur PIB aux dépenses militaires d'ici 2024. A peu près réalisé actuellement.

Rappelons l'évolution des budgets français :

2018: 34,4 Md.

2024 : 47,2 Md (*) / 2025 (loi de finance puis LPM ; loi de programmation militaire) : 50,5 Md / 2026 53,7 Md / 2027 : 56,9 Md / 2028 : 60,4 Md / 2029 : 63,9 Md / 2030 : 67,4 Md

(*) 64,7 Md selon les Echos du 28 avril. Parmi les différentes définitions on compte ou non les retraites auxquelles les personnels ont droit.

Aucun parti du NFP n'a voté la LPM.

2025 : Trump demande de passer à 5% du PIB.

Quelle est la stratégie des dirigeants des Etats-Unis ?

« **America first** » c'est tous les gouvernements américains qui ont multiplié les interventions, les coups d'Etat...dans le monde entier.

Les Etats-Unis ont délocalisé leur industrie. Ils ont une dette de 37 000 milliards de dollars, charge de la dette 950 milliards, déficit de 7%/PIB, 123 % de dette / PIB. Budget militaire 2024 : 997 milliards (Les Echos) ; pour comparaison Chine : 314 milliards.

- **Biden** voulant **réindustrialiser** les Etats-Unis, **produire américain**, a fait l'**IRA**, l'inflation Reduction Act , redoutable entre autres pour l'industrie européenne, ajouté des taxes sur des produits chinois.

- **Avec Trump il y a un brutal changement d'échelle et de méthode.** Il ne s'agit pas de « deals » mais d'utilisation de la force. Il multiplie les menaces diplomatiques ou militaires contre le Groënland, le Canada, le Panama... pour s'approprier tout ce qui est utile aux Etats-Unis dans le monde, y compris au fond des océans. Il impose des droits de douane délirants.

- **La guerre en Ukraine coûte des fortunes à la France et à l'Union européenne. Pour les USA elle doit rapporter :** la Russie exportait du gaz pas cher. En accord avec Merkel le pipeline Nordstream2 a été construit malgré l'opposition d'Obama et suivants.

Profitant de l'invasion de Poutine les USA exportent en Europe leur gaz de schiste, le GNL, au coût prohibitif, ce qui rend l'industrie européenne moins compétitive.

60% des budgets militaires européens retournent en commandes d'armement aux Etats Unis. L'accord-cadre avec l'Ukraine leur permet de s'approprier leurs terres rares et le marché de la reconstruction.

Et les multinationales US retournent en Russie.

- **Ils déstabilisent tout.**

- **La brutalité de Trump** déstabilise le monde entier. Il a déjà failli déclencher une crise mondiale. Même les milliardaires qui l'ont porté au pouvoir, le Wall Street journal...essaient de le contrôler. Il est une menace pour le monde entier. Aux Etats-Unis il bat des records d'impopularité. Ses droits de douane, ses reculs, ses menaces, sont ingérables. Il veut échanger les bons du trésor américains, bons qui financent le déficit américain, mais qui rapportent un intérêt, contre des bons à 100 ans sans intérêt. Pur pillage ! En conséquence les banques centrales s'en dégagent partiellement.

- **Raphael Glucksman, Gabriel Attal, Alexis Corbière...**veulent s'approprier les 300 milliards d'avoir russes (actuellement gelés) pour financer la guerre en Ukraine. **Nombre de pays se disent qu'ils pourraient subir le même sort.**

Résultat les banques centrales achètent de l'or qui bat tous les records, au-delà de 3000 \$ l'once. Le système monétaire international est fragilisé.

Souveraineté nationale, souveraineté européenne ? Quelle est la stratégie de Macron, d'U Von der Leyen ?

- **Macron a répondu OK à Trump pour augmenter le budget militaire de 3, 4, 5 %, selon les jours, puis plus clairement pour 100 milliards par an d'ici 2030, donc une augmentation de 50 milliards par an.** Ce qui peut n'être qu'une étape vers les 5 %. **En réalité, déjà maintenant c'est du « quoiqu'il en coûte ».**

- **Ursula Von der Leyen n'a aucun problème non plus pour dégager 800 milliards ! Ce qu'ils font passer pour la « souveraineté » nationale, européenne, c'est l'alignement sur les Etats Unis.**

- **Trump veut concentrer ses budgets et ses forces contre la Chine et laisser l'Europe s'occuper de Poutine, y compris les dépenses.**

Macron saisit l'occasion pour avancer vers L'EUROPE DE LA DEFENSE, le FEDERALISME, qu'il défend depuis toujours (discours de la Sorbonne...).

Pour quelle intimidation, voire guerre, l'OTAN veut-elle se donner tous les moyens ?

- **La guerre en Ukraine, en tout cas de « haute intensité », ne peut être éternelle.**
- **Pour les Etats Unis, démocrates comme républicains, l'ennemi c'est la Chine : Biden 14 juin 2021 : « Chine risque systémique ». L'Huma 16 juin 2021 : « L'Otan désigne l'Empire du milieu comme la principale menace « systémique » ». Là encore Trump met un gigantesque coup d'accélérateur, sinon de provocation, avec ses droits de douane, les accords d'encerclement militaire...**

L'énorme augmentation du budget défense projetée ne se ferait-elle pas au détriment des services publics et de la protection sociale ?

Alors qu'il s'agit de 100 milliards par an – et même davantage par les effets indirects sur le déficit, la dette, la charge de la dette – on voit peu de débat.

Nous sommes 20 ans après le NON (violé) au référendum du 29 Mai 2005.

La France comme l'Europe n'ont cessé d'exiger en permanence des coupes budgétaires, d'imposer des réformes de régression sociale.

Le résultat a été un décrochage par rapport aux Etats Unis, à la Chine, ...Forte de ce brillant résultat, l'Union européenne continue la même politique.

En conséquence nous sommes dans une situation où les besoins sociaux, en réindustrialisation, en redéveloppement des services publics, en (re)conquête de la Sécurité sociale, de la protection sociale, sont très importants. Il y a besoin d'augmentation massive des budgets, de formation et d'embauches massives de personnels, avec les statuts et les salaires nécessaires, d'ouverture ou réouverture des établissements nécessaires.

Bizarrement Macron et Bayrou trouvent des milliards à volonté. Comment est-ce possible ? Où veulent-ils les prendre ?

Monsieur Bayrou est clair : il faut revenir à 3 % de déficit d'ici 2029...par 110 milliards de coupes budgétaires !

Et il précise ses moyens : **9 milliards de dépenses gelées en 2025, suppression de agences, puis 40 milliards de coupes budgétaires supplémentaires en 2026 (14 Md pour l'Etat, 8 Md pour les collectivités territoriales, 18 Md pour la Sécurité sociale), et encore d'autres ensuite en 2027, ...pour un total à ce jour de 110 milliards, jugé trop faible par les « experts ».**

Des foudrures de pistes sont lancées dans les médias pour imposer l'austérité à perpétuité contre les jeunes, contre les actifs, contre les retraités, pendant que les plans sociaux se multiplient.

Dans son show sur TF1, jamais en retard d'une provocation, Macron veut creuser le « trou » de la Sécu par de nouvelles exonérations de cotisations « patronales ».

Comme toujours il veut le reboucher par des taxes diverses, de la TVA dite « sociale » pour tromper... tout en disant qu'il ne faut pas augmenter les impôts !!!

Mais il ne s'agit pas que de budget. Bayrou (conférence de presse du 15 avril), c'est du KESSLER :
« Nous savons aussi que notre système (le modèle du CNR) doit accepter des évolutions, et même des révolutions...(qui) nous obligeront à ajuster et même à réinventer notre système de protection collective ».

La ministre du travail, Mme Panosyan- Bouvet, précisait sur BFM : **il faudra voir « ce qu'on fait de notre modèle de protection sociale qui a 80 ans ».**

« Le mensonge d'Etat fait partie de la guerre » (généraux à la télé).

Pour faire accepter l'austérité, comme en 1981, ils hystérisent la menace de déferlement des chars russes à la Concorde.

La réalité c'est que leurs ballons d'essai, leurs réformes structurelles, sont tous plus inacceptables les uns que les autres. Elles doivent être combattues fermement.

Les conséquences écologiques des guerres et de l'économie d'armement

Les guerres qui ravagent la planète ont un impact écologique largement occulté. Nombre de pays en guerre participent aux différentes COP sans que ce soit un sujet.

Or, les armes il faut les fabriquer, ça nécessite des ressources. Si elles ne sont pas utilisées il faut les détruire, si elles sont utilisées elles créent des morts, des handicapés, des destructions. Puis il faut les remplacer et reconstruire... Désastre humain et écologique.

Mieux vaut agir pour la paix qu'enrichir les multinationales de l'armement !

C'est arithmétique : pour revenir à 3 % de déficit / PIB, l'économie de guerre entraîne des « économies », l'austérité.

Pour notre part nous pensons que la convergence doit s'opérer :

- **Pour refuser les 40 milliards de coupes sur les services publics et la protection sociale prévus en 2026.**
- **Pour développer les services publics et la Sécurité sociale en fonction des besoins.**

BRÈVES SOCIALES

Arcelor-Mittal un long scandale : Tout commence quand Macron inspire à François Hollande un arbitrage contre Arnaud Montebourg la nuit du 30 novembre au 1er décembre 2012. C'était au tout début du quinquennat, au moment où l'aile sociale libérale veut mettre tous les moyens budgétaires dans un seul panier, percé, le CICE, et ne veut surtout pas faire de la politique industrielle volontariste. Mittal n'a jamais investi les sommes promises en 2012, empoché en 13 ans des milliards, et supprimé en 13 ans des milliers d'emplois, détruisant des compétences stratégiques, des bassins d'emplois, créant des régions sinistrées, depuis passées au RN. Macron fera d'ailleurs la même manœuvre avec Alstom.

Avec près de 300 millions d'euros d'aides de l'État reçues en 2023 et une promesse d'investissements publics de 850 millions supplémentaires, Arcelor-Mittal supprime plus de 600 postes en France et se permet un chantage à l'emploi à horizon 2030. Il en va de l'avenir de la production française d'acier et de notre souveraineté industrielle. Le gouvernement doit cesser ses fuites en avant ! Comme les italiens et britanniques, **IL FAUT NATIONALISER ARCELOR**, qui peut vivre sans Mittal : **signez la pétition !**

La direction de Lubrizol a annoncé un plan de licenciements de 169 emplois. Lubrizol c'est cette usine qui s'est fait tristement connaître, dans l'agglomération rouennaise, lorsque son dépôt a brûlé libérant un panache de fumée qui s'est déployé jusque dans les Hauts de France.

Les 169 emplois correspondent pour grande partie aux 147 postes de l'usine du Petit-Quevilly (celle d'Oudale est aussi partiellement concernée). Cette usine est spécialisée dans la fabrication de dispersants pour les huiles moteur qui nous seront utiles pour un certain nombre de véhicules même après la date fatidique de 2035. Il s'agit de garder cette production en France pour ne pas se mettre en situation de dépendance vis-à-vis de l'étranger.

En Europe, Lubrizol réalise 70 millions de profits avec des marges bénéficiaires de 6 à 7%. La direction de Lubrizol-France a entrepris des démarches pour réduire la classification Sévésco de son usine afin de lui permettre des économies en matière, entre autres, de personnels de sécurité.

Lubrizon vient d'ouvrir des usines, sur les mêmes productions, au Brésil et en Inde, où les normes sociales et environnementales sont bien moindres. Ces usines sont prêtes à nous vendre leur production. Il s'agit donc bien de licenciements boursiers. De plus lors de la présentation de ce plan au CSE le montant des indemnités proposé aux salariés mis au chômage a été plus que ridicule, indigne.

Vencorex : Alors que Syndicalistes et élus locaux sont mobilisés pour la survie du chimiquier isérois depuis son placement en redressement judiciaire à l'automne, François Bayrou a refusé la nationalisation temporaire de l'entreprise. Une décision qui risque d'entraîner la chute en cascade de tout un secteur dans la vallée de la chimie... Cette décision pourrait entraîner la suppression de milliers d'emplois dans la région, mais aussi avoir des répercussions sur toute l'industrie chimique et sur notre souveraineté nationale : l'activité de Vencorex consiste notamment à produire du sel utilisé pour le refroidissement des centrales nucléaires, le carburant de la fusée Ariane ou encore des missiles de défense français.

Avez-vous remarqué ?

1750 milliards de dollars : les entreprises ont versé un montant record de dividendes en 2024 dans le monde ! À eux seuls, les géants Meta (Facebook) et Alphabet (Google) ont distribué 15,1 milliards de dollars. Les dividendes français, quant à eux, ont atteint 68,8 milliards d'euros.

Des performances inattendues vue la conjoncture, elles sont principalement dues aux banques et aux géants de la tech, selon une étude publiée ce mercredi 5 mars (source Le figaro). «*La croissance des dividendes a été plus forte qu'anticipé en 2024, grâce au secteur bancaire et aux dividendes inattendus de certaines des "Sept Magnifiques" aux États-Unis*», soit les sept plus grandes valeurs technologiques dans le monde, toutes américaines.

De quoi payer l'économie de guerre sans toucher à notre modèle social, non ?

ACTUALITE SOCIALE

Privatisation de la RATP

Un article transmis par *Jean Vuillermoz* que nous remercions.

C'est l'acte II de la fin du monopole de la RATP pour les bus du Grand Paris. Jeudi 10 avril, les élus siégeant au conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités (IDFM), l'autorité organisatrice des transports franciliens, se sont réunis pour confirmer l'attribution de trois nouveaux lots de lignes sur les treize correspondant au périmètre de la RATP.

La régie francilienne, par ailleurs présente sur de nombreux territoires en France et dans le monde, est contrainte de céder du terrain dans son berceau historique. Comme annoncé le 26 mars, les Franco-Allemands de Transdev et les Italiens d'ATM entrent dans le domaine jusqu'ici réservé de la régie, respectivement en Seine-Saint-Denis et dans les Hauts-de-Seine. RATP Cap IDF, elle, remporte les dépôts de Massy et Morangis, en Essonne.

Des centaines de conducteurs en grève

Alors que plusieurs centaines de machinistes étaient en grève ce jeudi, un nouveau rassemblement était organisé à l'appel de la CGT-RATP à midi devant le siège de la région Île-de-France, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), contre ce processus de fin du monopole de la RATP. Les participants ont tour à tour dénoncé la « privatisation déguisée » du réseau de bus parisien, les risques de « dumping social » et la dégradation du service offert aux voyageurs.

La CGT-RATP, Sud Rail solidaires et les élus de gauche du conseil régional se sont réunis devant le siège de la région et d'IDFM, qui vote l'attribution de trois lots à Transdev, ATM et RATP Cap IDF. LP/S.C. Fait nouveau, l'association des usagers des transports en Île-de-France (AUT-IDF) ne cache pas non plus son scepticisme sur les effets de cette révolution. D'après elle, le bilan en grande couronne (réseau Optile), où la concurrence est effective depuis 2021, reste à faire. « Les usagers et leurs associations n'ont pas constaté d'amélioration globale du service offert (tracés, fréquence, régularité, information voyageurs...) et ont même parfois gravement pâti du changement d'exploitant, manifestement mal organisé. IDFM n'a publié aucune donnée sur l'évolution de la qualité du service rendu », regrette l'association dans un communiqué. « Il y a un vrai problème de transparence », ajoute Marc Pélissier, le président de l'AUT-IDF.

Corriger le tir en cas de dérive

Une fois par an, les patrons des opérateurs présents en grande couronne sont auditionnés par IDFM et affichent des statistiques favorables. Une démarche d'évaluation que Valérie Péresse, la présidente d'IDFM, souhaite justement renforcer. « IDFM publiera dorénavant un baromètre trimestriel général des transports collectifs, incluant des focus sur les bus, le transport scolaire et le transport à la demande », a-t-elle déclaré en janvier lors de ses vœux. Une « première version » de ce baromètre trimestriel sera présentée « en mai », confirme IDFM, ainsi qu'un « bilan approfondi des délégations de service public » en cours.

Suffisant pour rassurer les voyageurs ? L'AUT espère que cet outil « soit le plus représentatif possible du vécu des usagers ». Jean Castex, le patron du groupe RATP, a suggéré pour sa part la création d'un observatoire de la concurrence, chargé d'évaluer le processus et de corriger le tir en cas de dérives. « Un observatoire indépendant (sous l'égide de l'Autorité de régulation des transports, par exemple) pourrait tirer un bilan objectif de cette mise en concurrence, alimenté notamment par des témoignages de terrain », appuie l'AUT.

Le courrier d'IDFM aux 15 000 agents RATP

Au-delà des chiffres de ponctualité, l'association d'usagers, des élus et les organisations syndicales s'interrogent sur le coût réel du processus. « La réduction des coûts n'est-elle pas allée trop loin alors que tous les exploitants se plaignent de déficits d'exploitation parfois très lourds ? » s'interroge l'AUT, après le vote de « rallonges » pour compenser les pertes cumulées par les opérateurs en grande couronne, de l'ordre de 130 millions d'euros. « On peut légitimement s'inquiéter que la qualité de service pour les usagers ne soit plus une priorité dans ce contexte économique. En résumé, flou, incertitudes, inquiétude dominant. Il n'est pas du tout certain que les usagers en sortent gagnants ! » conclut l'AUT.

Signe que la période qui s'ouvre alimente les doutes parmi les personnels, Valérie Péresse et le directeur général d'IDFM, Laurent Probst, ont adressé dès le 26 mars un courrier aux 15 000 agents RATP concernés par des transferts, pour tenter de les rassurer. « La fin du monopole d'exploitation des lignes de bus de la RATP prévue par la loi est porteuse d'inquiétudes légitimes de la part des salariés, avec la possibilité d'un changement d'employeur », écrivent-ils. Ils énumèrent ensuite les garanties apportées par la loi pour conserver un même niveau de rémunération. À ce « sac à dos social » s'ajoutent des renforts d'agents de sécurité sur les lignes, des bus neufs et la création de « nouveaux locaux » pour les conducteurs.

Mais outre les conditions salariales, c'est toute une culture professionnelle construite depuis soixante-dix ans à la RATP qui est chamboulée. Logiciels internes, formations, régulation, information voyageurs, coordination entre services... Anciens et nouveaux acteurs vont devoir apprendre à s'entendre et à dialoguer, sous l'égide de l'autorité organisatrice. Valérie Péresse l'assure : « Nous serons en accompagnement permanent et vigilant auprès des opérateurs tout au long du contrat de délégation de service public et plus particulièrement au long du processus de transition ».

LES BRAS M'EN TOMBENT

Au nom de quoi, au nom de qui, Lucie Castets s'exprime-t-elle ?

par Marinette BACHE

Mme Castets, l'ex-candidate de l'accord électoral NFP au poste de 1^{er} ministre, (ce que je ne conteste pas ; elle avait donné des signes plus que positifs sur la défense des Services publics et paraissait une bonne social-démocrate, ce qui est nettement préférable à ce que nous connaissons depuis 25 ans au moins) se permet de trouver judicieux de supprimer l'abattement de 10% pour les retraités.

Ca ne lui serait pas venu à l'idée de chercher des financements (pour quoi faire ? ça se discute, mais admettons) avec d'autres méthodes ? Cesser de baisser les cotisations sociales pour plaire au patronat par exemple ? Et sur d'autres sujets -qu'elle aurait pu se permettre d'aborder puisqu'elle le fait avec les retraités- : revenir à la progressivité de l'impôt, taxer plus les profits, particulièrement les profits financiers, lutter contre l'évasion fiscale... Non, Mme Castets, dans l'air du temps, s'en prend aux retraités, autant dire aux salariés qui seront tous, un jour, retraités, comme d'ailleurs à tous ceux qui ont vécu de leur travail.

Mme Castets, vous ne représentez rien, vous êtes seulement une tête sur laquelle 4 organisations s'étaient mis d'accord dans un moment spécifique. Si on vous tend le micro, c'est quand vous tenez le discours de la bien-pensance.

Mme Castets, taisez-vous.

COUP DE GUEULE

LE « RETRAITE.ES BASHING », CA SUFFIT !

Par Jean-Claude CHAILLEY

Du matin au soir sur la quasi-totalité des médias on dénonce les retraités comme des privilégiés, des « riches ».

Pour Bayrou, les retraités sont responsables de la moitié de l'augmentation de 1000 milliards de la dette de la France. Rien que ça !

Monsieur Bayrou contribue à l'élaboration des politiques depuis des décennies. Il a largement contribué à l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. Non seulement il considère qu'il n'est responsable en rien du fiasco qu'il constate lui-même, mais il fait tout pour l'aggraver. Il se prononce comme Kessler, pour la destruction de la Sécurité sociale et des services publics.

Pour Bayrou bien que la retraite moyenne (1 786 € bruts en 2022 soit très inférieure à la rémunération moyenne (3 189 € bruts dans le privé) il faudrait de toute urgence abaisser le niveau de vie des retraités puisqu'il est calculé égal aux actifs. Quel scandale !

Le problème c'est que dans les « actifs », il y a plus de 6 millions au chômage partiel ou total, d'autres au RSA. Ça plombe la moyenne. Et avec les plans dits « sociaux » il s'en ajoute tous les jours. Contrairement à ce qu'ils disent, c'est le niveau de vie des « actifs » qui est beaucoup trop bas, alors que la pension de retraite n'a même pas suivi l'inflation !

Les retraités doivent faire des « efforts » nous ordonnent-ils. Il faut de toute urgence renvoyer ceux qui ont un peu plus que la moyenne vers les plus pauvres. Ce serait l'égalité républicaine. Quant aux milliardaires, il ne faut surtout pas y toucher, ce serait de la « spoliation ». L'égalité républicaine a quand même ses limites !

Et des « pistes » pour taxer les retraités, il y en a beaucoup !

Les 10 % d'abattement sur les impôts – plafonné-, serait un pur scandale. Ce n'est pas comme la flat tax et bien d'autres, qui sont pour ceux qui explosent les plafonds.

Monsieur Bayrou ne voit pas pourquoi on revaloriserait les pensions, même de l'inflation, puisqu'il faut faire des « économies ». **On pourrait augmenter leur CSG, voire pendant qu'on y est, pour tout le monde. Ou doubler la taxe CSA, obliger tout le monde à prendre une assurance dépendance supplémentaire, des journées de travail gratuit...**

Pendant que Bayrou veut faire combler le « trou » de la Sécu - qu'ils ont créé - par les salariés et retraités, Macron, lui veut le creuser par de nouvelles exonérations de cotisations dites « patronales » ! Pour nous ce serait une hausse de taxes et de TVA.

Les retraités se soignent trop, ça coûte trop cher. Que les multinationales, les oligopoles, pratiquent des tarifs abusifs, ça c'est la sacro-sainte liberté d'entreprise.

Le nivellement par le bas, voilà l'avenir vu par Macron et Bayrou, et pas seulement pour les retraités, pour les salariés en âge de travailler aussi : du matin au soir on nous donne en exemple tel ou tel pays où un gouvernement a réussi à imposer des reculs sociaux qu'il faudrait copier. Silence quand c'est l'inverse, ça fâcherait les syndicats patronaux !

Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 15 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)